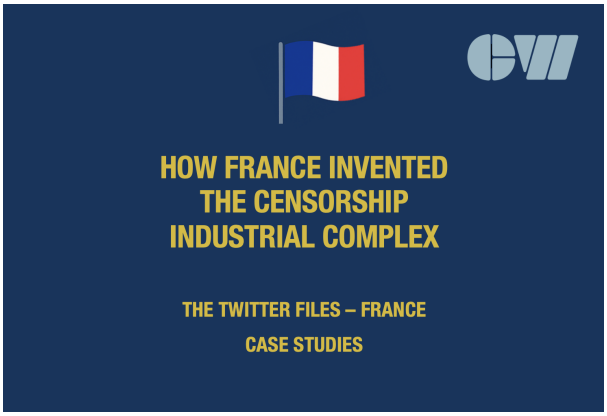
Réseaux sociaux : un rapport accuse la France d'avoir créé un « complexe industriel de la censure » avec des effets liberticides potentiels jusque sur les utilisateurs américains

03/09/2025 à 19h34



Selon Civilization Works, la France a progressivement mis en place un « complexe industriel de la censure » mêlant État, régulateurs européens et ONG subventionnées pour pousser les plateformes – notamment X/Twitter – à supprimer des contenus légaux, à livrer des données internes et à durcir leur modération bien au-delà de ce qu'exige la loi, avec des effets potentiels jusque sur les utilisateurs américains. Le rapport décrit : des tentatives d'accès direct d'Emmanuel Macron à Jack Dorsey ; l'usage stratégique de contentieux par des ONG (UEJF, SOS Racisme, etc.) pour obtenir transparence et suspensions ciblées via des médiations et décisions judiciaires ; la volonté de précensurer (pré-bunking) malgré les garde-fous de la loi de 1881 ; et l'export de ce modèle via le DSA, alors que la France défend la « sécurité cognitive

» et un contrôle accru des algorithmes, de l’anonymat et de l’accès des mineurs. Le texte rappelle aussi l’histoire longue du contrôle de la presse en France, la centralité de l’État, le rôle des subventions et des médias publics, et des cas récents (Miss France, demande de données, poursuites avortées contre Twitter France) illustrant pressions sociales, administratives et judiciaires sur les plateformes.